



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant mise en demeure au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement
CENTRE OUEST CÉRÉALES à Marigny-Marmande

SAIPP/BE

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du sous-préfet de Chinon n° 87-10 du 12 mars 1987, autorisant la COOPÉRATIVE AGRICOLE DES ORMES à exploiter un silo de stockage de céréales de 17 107 m³ au lieu-dit « Prault » à Marigny-Marmande ;
- l'arrêté complémentaire du sous-préfet de Chinon n° 88-57 du 19 mai 1988, autorisant la COOPÉRATIVE AGRICOLE DES ORMES à procéder à l'extension de son silo de stockage de céréales situé au lieu-dit « Prault » à Marigny-Marmande ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 15472 du 13 décembre 1999 autorisant la société CENTRE OUEST CÉRÉALES à poursuivre l'exploitation de son silo de stockage de céréales situé au lieu-dit « Prault » à Marigny-Marmande ;
- le rapport de l'ingénieure de l'industrie et des mines relatif à l'inspection menée le 4 mars 2025 faisant suite aux inspections du 17 août 2016 et du 7 septembre 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 19 mars 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 2 avril 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- les installations de stockage de céréales en silos exploitées par la société CENTRE OUEST CÉRÉALES à Marigny-Marmande relèvent, sous la rubrique 2160-2, du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'accidentologie relative aux installations de stockage de céréales montre que les risques d'incendie et d'explosion sont inhérents aux installations de stockage de produits organiques et peuvent entraîner des effets majeurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;
- lors de la visite en date du 4 mars 2025, l'ingénieure de l'industrie et des mines a constaté les

faits suivants :

- le fonctionnement de l'ensemble de la manutention des silos métalliques verticaux de type « phénix » n'est pas asservi au système d'aspiration avec un double asservissement (article 15 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004) ;
 - l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère suffisant de la résistance de la porte de découplage en place entre la tour de manutention et la galerie sous-cellules, qui s'ouvre actuellement vers la galerie sous-cellules) (article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 – article 13 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999) ;
 - la réserve d'incendie de 120 m³ n'est pas présente sur site, et le poteau incendie présent à proximité ne permet pas de délivrer un volume équivalent pendant deux heures (article 34 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999) ;
- ces constats constituent un manquement notamment aux dispositions des articles 10 et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ainsi que celles des articles 13 et 34 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1999 ;
- l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé » ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société CENTRE OUEST CÉRÉALES exploitant une installation de stockage en vrac de céréales avec ses installations annexes ainsi qu'une station de préparation et de conditionnement de semences au lieu-dit « Prault » à Marigny-Marmande, est mise en demeure de respecter les dispositions listées ci-après :

Article 1-1 (article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en mettant en place un double asservissement de la manutention au système d'aspiration des silos métalliques verticaux de type « phénix », sous un délai de 1 mois.

Article 1-2 (article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 – article 13 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1999) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999 :

- soit en justifiant du caractère suffisant de la résistance de la porte de découplage en place entre la tour de manutention et la galerie sous-cellules (qui s'ouvre actuellement vers la galerie sous-cellules), sous un délai de 6 mois ;
- soit en procédant au remplacement de la porte de découplage en place entre la tour de manutention et la galerie sous-cellules par une porte de découplage de résistance suffisante ou un autre dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, sous un délai de 6 mois.

Article 1-3 (article 34 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999) :

L'exploitant est tenu de respecter l'article 34 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999 :

- soit en mettant à disposition sur site une réserve d'eau dédiée à l'extinction d'incendie de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et à l'aménagement des points d'eau, sous un délai de 6 mois ;
- soit en justifiant de la disponibilité d'un volume équivalent pendant 2 heures avec le ou les poteau(x) incendie présent(s) à moins de 200 m du site, sous un délai de 6 mois.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire (SAIPP – Bureau de l'environnement) ;
- recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours ;


- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture et l'inspectrice de l'environnement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le **29 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Xavier LUQUET